
Transport / Commercial

Contre la casse des Etablissements Exploitation, contre le plan Fret et le plan Voyageurs, ne les laissons pas faire !

La politique d'éclatement des EEX

Malgré le « gel » officiel de Cap-Clients annoncé par Gallois suite à la mobilisation des cheminots en mars-avril 2001, la gestion par Activités se poursuit insidieusement. Ainsi depuis quelques années, la direction organise l'éclatement des EEX. En effet, avec la mise en place accélérée des équipes et UO dédiées, la direction veut nous imposer le passage à l'étape suivante : les établissements par Activités d'ici la fin 2006.

Sous prétexte de simple transfert d'UO, les décisions sont pourtant lourdes de conséquences : augmentation à l'échelle régionale du périmètre géographique des établissements, remise en cause de la notion de proximité (administratif, encadrement, commissions locales...), lourdeurs bureaucratiques et situations ubuesques (mutations, gestion des locaux, facturation des prestations, limites d'intervention des CHSCT...), « mutualisation » des BA, cloisonnement par Activités, remise en cause à court terme de l'unicité de la filière commerciale, sacrifice du Fret sur l'autel de la concurrence...

Systématiquement, la direction passe ses projets en force, malgré l'inquiétude légitime des agents, les avis défavorables exprimés par les organisations syndicales dans les CHSCT et les CER. L'attitude méprisante de la direction réduit ainsi en cendres le pitoyable « accord dialogue social » qui date d'à peine une année.

2006 : mise en œuvre de la gestion par Activités

2007-2008 : « Années clients », « Années business »

Lors du séminaire de Zurich - dont nous avons réussi à nous procurer les documents -, où étaient rassemblés les « principaux managers de l'entreprise », c'est-à-dire les directeurs d'établissement et cadres de la direction générale SNCF en ordre de bataille, le directeur général exécutif Guillaume Pépy a exhorté ses troupes de « finir le job de la gestion par Activités (...). *Qu'est-ce que ça veut dire finir ? Ça veut dire très concrètement que je vous demande que nous ayons fini fin 2006 les nouvelles régions, je vous demande que nous ayons fini fin 2006 les établissements qui seront des EE Voyageurs ou des EE Fret ou des EE Transilien (...).*

Mais nous avons décidé que 2007 et 2008 seraient des années clients, des années business et pas des années organisation. Encore faut-il avoir fini les chantiers d'ici là. »

Passant outre le message fort du rejet de la constitution européenne, et à l'encontre des intérêts des cheminots, la direction s'est exilée provisoirement en Suisse pour s'auto convaincre - avec une propagande managériale agressive - du bien-fondé de la poursuite de la casse du service public dans une logique du « tout business ».

Plan Fret, plan Voyageurs : des milliers d'emplois en jeu

En articulation directe avec la gestion par Activités, sont ainsi fixés par la direction la dégradation des conditions de travail et les charrettes de suppression d'effectifs.

Après le plan Fret, dévastateur en terme d'emplois, le plan Voyageurs. Le 9 novembre dernier, à l'appel de toutes les fédérations syndicales de cheminots, les guichetiers étaient en grève contre le projet de la direction VFE de supprimer un tiers des postes de vendeurs, soit 2.330 emplois, d'ici à 2008. Cette lourde menace pèse au quotidien sur nos conditions de travail et sur le moral des agents, dont l'avenir tracé par la direction est bien incertain.

Pourtant dans les EEX, que ce soit au Transport, au Commercial ou dans les services administratifs, les besoins existent. Cela passe par une politique de création d'emplois et d'amélioration des conditions de travail. Il y a urgence à satisfaire nos revendications.

Ce qui fait fantasmer les « managers de l'entreprise » lors d'un colloque à Zurich :

- « création d'une entité d'outplacement suite à des études de productivité ; à étendre pour le traitement des inaptés.. »
- « vision 2010, qui applique des contraintes aux nouveaux embauchés et n'est ainsi pas bloqué par les organisations syndicales »
- « un licenciement par an sur un établissement de 200 personnes en moyenne ; 4 observations à un agent et à la 5^{me} on s'en sépare »
- « suppression de l'accueil en gare »
- « pas de droit de grève »
- « et si on passait aux 42 heures ? »
- « mettre fin à la vache sacrée de la sécurité : partir d'une feuille blanche »

Document complet disponible auprès des militants SUD-rail...
ou de votre Directeur d'établissement !



On ne va pas les laisser faire ça !

Pour la satisfaction de nos revendications, pour un service public au service du public...

Toutes et tous en grève unitaire reconductible à partir du lundi 21 novembre – 20 heures.

15 novembre 2005